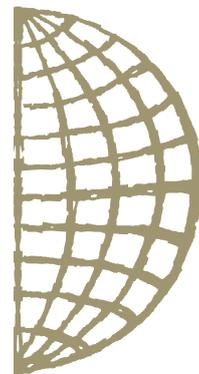
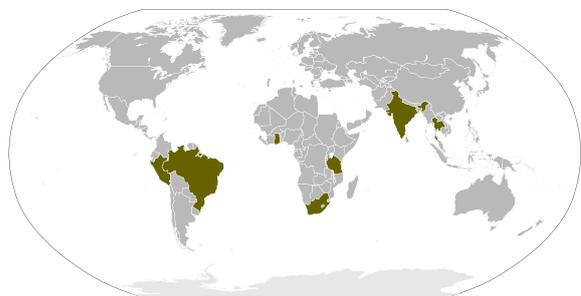


Santé et sécurité au travail pour les travailleurs du secteur informel

Une publication de WIEGO n° 6, Octobre 2012



Bienvenue à la *Newsletter des SST*, le dernier numéro de 2012, une année très mouvementée pour les travailleurs du secteur informel, qui luttent pour améliorer leurs conditions de travail et accéder aux services de santé de base. Ce numéro fait rapport des activités — et des succès ! — auxquelles ces travailleurs ont participé au cours de l'année. Au sommaire :



- Un événement national SST organisé au Pérou
- Un rapport du Ghana sur les progrès marqués par les *kayayei* (porteurs de charges sur la tête) dans leur lutte pour accéder aux services de santé dans le cadre du National Health Insurance Scheme (Régime national d'assurance maladie, NHIS)
- Une nouvelle approche de l'extension des SST aux récupérateurs par le KKKPK, le syndicat des récupérateurs à Pune, en Inde
- Une mise à jour d'Accra, au Ghana, au sujet des difficultés d'assainissement du marché Makola
- Des nouvelles du Brésil, de l'Inde et de la Tanzanie, ainsi que des événements SST à venir

Pérou : événement national sur la santé et la sécurité au travail à l'intention des travailleurs du secteur informel

L'équipe péruvienne du projet SST de WIEGO — Anita Luján et ses collègues de la Consorcio por la Salud, Ambiente y Desarrollo (ECOSAD) —, de concert avec Carmen Roca, coordonnatrice régionale de WIEGO en Amérique Latine, a organisé à l'intention des travailleurs du secteur informel, le 12 septembre 2012, un événement national sur la santé et la sécurité au travail. Cet événement a attiré plus de 90 personnes, dont de nombreux récupérateurs (*recicladores*), vendeurs de journaux (*canellitas*) et porteurs au marché (*estibadores*), qui avaient participé aux stades de recherche prévus au projet. Parmi les intervenants à l'événement figurent Margarita Petrer du Consorcio, de Investigación y Economía social (CIES), qui a présenté une étude détaillée sur les travailleurs du secteur informel et leur accès à la protection

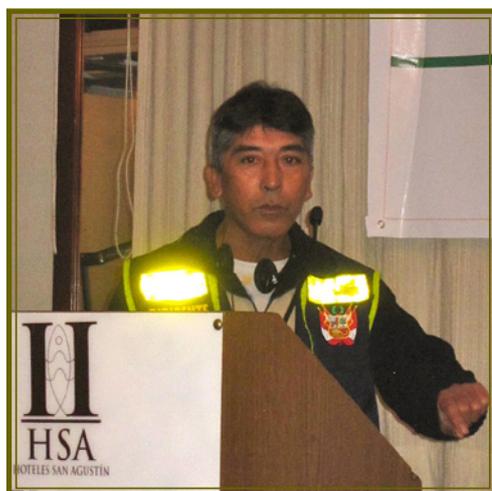
sociale au Pérou, et Anita Luján qui a rendu compte des résultats du projet de recherche en matière de SST. Francie Lund, directrice du programme Protection sociale de WIEGO, s'est attardée sur des progrès réalisés au niveau international dans l'extension des SST aux travailleurs du secteur informel et a conclu en disant qu'« Il est possible d'avoir un régime de santé et de sécurité au travail inclusif des travailleurs du secteur informel. Ce n'est pas seulement un rêve. »



Photo : Sally Roever



Les représentants des organisations de travailleurs qui étaient là ont été ensuite invités à prendre la parole. Parlant de l'Association des porteurs au marché (Federación de Estibadores Terrestres y Transportistas Manuales de Perú - FETTRAMAP), Alejandro Dias précise que la protection de la santé est d'une importance réelle pour ces travailleurs, ajoutant que les porteurs au marché travaillent tous les jours, de midi jusqu'à 6 h du matin, transportant de lourdes charges au dos dans les marchés de Lima. Ils ont lutté pour faire adopter une loi réglementant leur travail et qui limite le poids qu'ils portent à 50 kg par charge. Cependant, faute d'une application stricte de la loi, il arrive bien souvent que les porteurs transportent des charges de plus de 100 kg et que beaucoup finissent par avoir de graves problèmes de dos. Alejandro Dias a souligné la nécessité d'une application plus rigoureuse de la loi protégeant les porteurs au marché et d'une meilleure formation des travailleurs eux-mêmes en matière de santé et de sécurité travail.



Porte-parole de la Federación Nacional de Recicladores del Perú (FENAREP), l'une des trois associations de récupérateurs qui ont participé au projet SST, et commentant les propos de Francie Lund sur le développement de charrettes ergonomiques pour les récupérateurs en Inde (voir Newsletters des SST 2 et 3), Juan Herrera a souligné l'importance des échanges et apprentissages internationaux entre les organisations de travailleurs du secteur informel et explique comment les travailleurs de FENAREP avaient, en consultation avec ECOSAD, mis au point d'excellentes charrettes mécanisées pour la collecte des déchets. Il a dit qu'ils seraient heureux de faire partager ce qu'ils ont appris aux récupérateurs indiens, dont certains sont encore au stade de la conception de leurs charrettes.



Parlant au nom de l'Association des vendeurs de journaux (Federación Nacional de Vendedores de Diarios y Revistas Loterías del Perú - FENVENDRELP), Simon Mitma a donné un aperçu des mauvaises conditions de travail qui peuvent nuire à la santé des travailleurs, surtout le fait qu'ils commencent à travailler très tôt le matin et finissent, pour certains, tard dans la nuit. Dans les années 1950, la FENVENDRELP avait remporté une grande victoire lorsque le gouvernement a mis en place, spécialement pour ses membres, une structure de soins financée au départ par l'Etat et les contributions des entreprises de presse et dirigée par un comité tripartite formé des représentants du gouvernement, du secteur privé et des travailleurs. Toutefois, au fil des années, les contributions des entreprises de presse ont diminué et la gestion des installations a été très médiocre. Résultat : les vendeurs de journaux se sont trouvés délaissés, sans accès aux soins de santé dignes du nom.

Photo (en haut) : Alejandro Dias de FETTRAMAP a parlé des défis que connaissent les porteurs au marché de Lima en matière de SST. Photo (au milieu) : Juan Herrera de FENAREP a souligné l'importance des échanges et apprentissages internationaux. Photo (en bas) : Simon Mitma de FENVENDRELP a mis en évidence des mauvaises conditions de travail qui peuvent nuire à la santé des vendeurs de journaux. Photos : Sally Roever



L'événement SST a marqué le début de la phase de diffusion du projet SST au Pérou. Cette phase, qui comprendra des ateliers multipartites plus ciblés, des plateformes de dialogue, des séminaires orientés vers les décideurs, verra aussi incorporer aux cours SST dans les universités un volet SST pour les travailleurs du secteur informel.

WIEGO vient à Lima ! Photo, de gauche à droite, membres de l'équipe WIEGO : Francie Lund (directrice, Protection sociale), Laura Alfars (responsable du programme Protection sociale), Carmen Roca (directrice régionale, Amérique Latine), Sally Roeber (spécialiste, Politiques urbaines et vendeurs de rue), avec Anita Lujan d'ECOSAD et Sidney Evans, notre brillant traducteur. Photo : Ruth Arroyo

Ghana : Les *kayayei* obtiennent des engagements au Dialogue sur les politiques de la santé

Un Dialogue sur les politiques de la santé a eu lieu à Accra, au Ghana, le 26 juillet 2012, pour trouver des voies permettant d'assurer aux *kayayei* (porteurs de charges sur la tête) un meilleur accès aux services de santé et les intégrer au régime national d'assurance maladie (NHIS). Le dialogue a été organisé comme un suivi du Dialogue WIEGO/HomeNet Thaïlande sur les politiques de la santé, qui s'est tenu à Bangkok en janvier 2012 (voir *Newsletter* 5) et au cours duquel Laura Alfars de WIEGO a présenté une étude de cas, le NHIS du Ghana, montrant que les *kayayei* — qui sont généralement de très pauvres travailleuses migrantes du nord du Ghana — avaient du mal à bénéficier des services de santé à Accra. Les résultats de l'étude montrent ceci :

- Un grand nombre de *kayayei* n'était pas inscrits au NHIS. La plupart n'avaient pas les moyens de payer les primes annuelles minimales qui, bien que fixées à 5 \$, se situent en réalité dans la plage de 15 \$ à 20 \$ en zone urbaine, une somme inabordable pour beaucoup de *kayayei* qui gagnent de 2 à 3 \$ ou moins, par jour.
- Les rares *kayayei* qui pouvaient se permettre les primes se plaignent d'avoir été maltraités ou ignorés quand ils sont allés demander des services de santé.
- Les informations fiables, pertinentes, concernant les programmes de santé — tels que les soins gratuits pour les femmes enceintes — ne parvenaient pas aux *kayayei*. Ils payaient souvent les services de santé, bien que légalement, ces derniers devraient leur être gratuits.

Environ 100 *kayayei* ont assisté au Dialogue sur les politiques de la santé au Ghana. Ils ont fait part de leur expérience et posé des questions directes à douze décideurs clés au ministère de la Santé et au NHIS. Selon Dorcas Ansaah, coordonnatrice d'Accra Focal City, les *kayayei* « ont surpris les fonctionnaires » par leur confiance et leur capacité à poser des questions critiques. « Ils ont fortement exprimé leur colère de ne pas pouvoir accéder aux services de santé alors même qu'ils avaient économisé de quoi acheter la carte NHIS », a précisé Dorcas.



Les discussions ont donné lieu à deux engagements importants. Premièrement, les responsables du NHIS ont demandé l'aide de WIEGO pour faire inscrire les associations des *kayayei* au régime. Dorcas Ansah a aidé ces organisations à négocier des primes annuelles sensiblement réduites de 2,50 \$. Le NHIS a ensuite organisé le 9 septembre une journée d'inscription spéciale pour les *kayayei*. Plus de 1 500 personnes, dont 1 000 *kayayei*, se sont inscrites au régime ce jour-là. Les autres — 500 — étaient des membres de la communauté qui ont exigé qu'il leur soit permis de s'inscrire aux mêmes conditions, et le NHIS a accepté.



Le deuxième engagement important a été pris par le ministère de la Santé en se montrant prêt à entamer avec les associations des *kayayei* et WIEGO des discussions sur la mauvaise qualité des soins de santé que reçoivent les travailleurs. Parmi les suggestions avancées par les responsables du Ministère, les cliniques et les hôpitaux dans les régions où vivent et travaillent les *kayayei* seraient dotés de médecins et d'infirmiers spécialement mandatés pour s'occuper de leurs besoins.

Les *kayayei* ont encore du chemin à faire dans leur lutte pour bénéficier des soins de santé décent, mais les choses ont certainement pris une tournure plutôt positive. Dorcas Ansah, aidée par Kweku Kyere, va s'employer à mettre en place un système de contrôle à faible coût à l'intention des *kayayei* actuellement inscrits au régime. Les données recueillies serviront à des campagnes de plaidoyer pour amener le système de santé du Ghana à mieux servir les travailleurs démunis.



Photo (en haut) : Les kayayei ont exprimé leur colère de ne pouvoir accéder aux services de santé alors même qu'ils avaient économisé de quoi acheter la carte NHIS. Photo (au milieu) : Inscription spéciale des kayayei au NHIS à Accra. Photo (en bas) : Devant la pression exercée par des membres de la communauté locale pour se faire inscrire au taux réduit, les agents du NHIS ont accepté à ce que 500 personnes de plus soient inscrites à ce taux. Photos : Dorcas Ansah

Inde : Les récupérateurs plaident pour que la responsabilité élargie s'applique aux fabricants de serviettes hygiéniques

(Cet article est basé sur une ébauche du document d'orientation élaboré par SWaCH, la coopérative de collecte et de traitement de déchets solides, établi à Pune, en Inde. En savoir plus sur www.swachcoop.com)

On estime que seulement 12 pour cent des femmes en Inde ont accès à des serviettes hygiéniques lorsqu'elles ont leurs règles. Devant la faiblesse de ces chiffres, le gouvernement indien a fait des efforts pour fabriquer et distribuer à faible coût des serviettes hygiéniques. Mais, comme le souligne SWaCH, il ne s'agit pas simplement d'améliorer la santé des femmes. Certes, les serviettes hygiéniques protègent les femmes pendant la menstruation. Mais, quand on s'en dispose sans soin ni souci, elles peuvent constituer une vraie menace pour la santé des travailleurs recycleurs de déchets qui sont aussi principalement des femmes. Bien que 12 pour cent soit un nombre faible, dans le contexte de la population globale de l'Inde, cela signifie que les récupérateurs dans tout le pays sont exposés à des serviettes hygiéniques souillées de plus de 36 millions de femmes. Une étude restreinte des données de santé recueillies par KKP, le syndicat des récupérateurs, a montré que ces travailleurs se coupent souvent la main en triant les déchets. La blessure qui en résulte représente un risque important quand ils entrent en contact avec les fluides corporels sur les serviettes hygiéniques, car elle peut provoquer une infection possible, soit l'hépatite, le tétanos, le colibacille (*E. coli*), la salmonelle et/ou le staphylocoque.

Devant ce problème, SWaCH a mis au point une solution économique respectueuse de l'environnement : les sacs ST-Dispos. Ces sacs, que fabriquent les membres de SWaCH à partir de papier recyclé, sont de petites enveloppes clairement marquées et dotées d'une ficelle permettant de les attacher de manière à garder le contenu intact, sans déversement général dans les déchets. Les récupérateurs peuvent donc les repérer facilement et les réorienter vers un flux de déchets différent. Les sacs coûtent aussi peu qu'une roupie (moins de deux cents US), et les ventes profitent directement aux récupératrices, vieilles et démunies, qui n'ont pas d'autres sources de revenu, et à celles qui sont en arrêt de travail provisoire parce qu'elles sont enceintes, blessées ou malades. SWaCH a fait la promotion des sacs ST-Dispo dans les communautés au sein desquelles il fournit des services de gestion des déchets. Aujourd'hui, il s'emploie à faire en sorte que plus de femmes indiennes utilisent les sacs.



Pour y arriver, avance SWaCH, il faudra encourager ou même obliger les fabricants de serviettes hygiéniques à en promouvoir l'usage par le concept de « responsabilité élargie », c'est-à-dire l'obligation faite aux fabricants de s'occuper de leurs produits une arrivés à la fin du cycle de vie. En d'autres termes, ce concept vise à promouvoir la fabrication de produits respectueux de l'environnement et biodégradables, contrairement aux serviettes hygiéniques faites de matériaux qui ne sont ni biodégradables ni recyclables. Bien que les sacs ST-Dispo ne soient pas la réponse à la question plus vaste qu'est l'impact environnemental, SWaCH fait valoir que les fabricants devraient « à tout le moins »

*Les sathis de SWaCH font la collecte des déchets à Pimpri Chinchwad, dans l'Etat de Maharashtra, en Inde.
Photo : Laura Alfors*

jouer un « rôle plus proactif » dans la disposition au pays des serviettes hygiéniques, grâce à la promotion des sacs auprès des acheteurs des produits.

SWaCH et le projet SST de WIEGO vont travailler ensemble au cours de la prochaine année pour approfondir les idées. A bientôt de nos nouvelles !

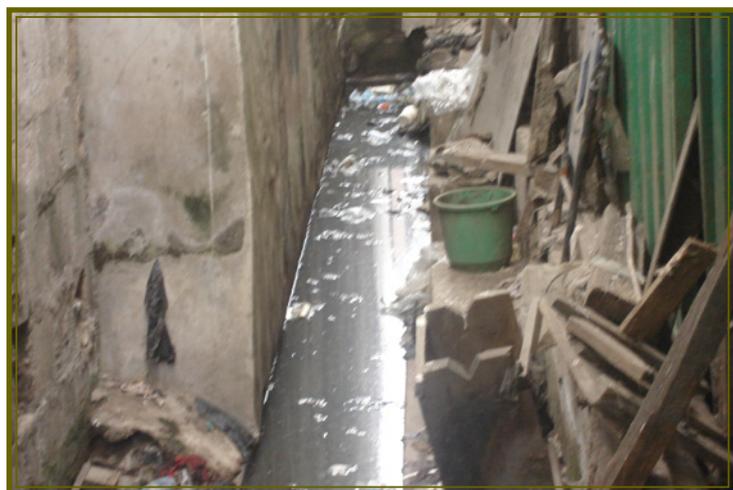


Mise à jour d'Accra, Ghana : Aucune amélioration des conditions sanitaires au marché Makola

Dans le 4^e numéro du Newsletter (novembre 2011), nous avons fait rapport de l'atelier multipartite qui s'est tenu à Accra et auquel ont participé les représentants des commerçants et des collectivités locales. A cette occasion, les représentants de l'Assemblée métropolitaine d'Accra (AMA) se sont engagés, entre autres, à faire déboucher au marché Makola une grande canalisation située près du secteur textile, terrain fertile des moustiques et source d'une odeur infecte. De plus, il s'y produit régulièrement des inondations durant la saison des pluies.

Un an après, il semble cependant que peu de choses ont changé. Selon les commerçants, après l'atelier, l'AMA a tenté de faire enlever les ordures et, malgré leurs plaintes persistantes aux agents de santé environnementale au marché, rien n'a été fait pour désensabler la canalisation, ce qui signifie qu'elle est encore pleine d'eau stagnante et malsaine. WIEGO est en train de prendre des dispositions pour faciliter le suivi de ce projet ainsi que d'autres engagements pris par l'AMA lors de l'atelier de l'an dernier. Les actions envisagées comprendront un dialogue de suivi, ce qui permettra

aux commerçants et aux responsables de l'AMA d'aborder ces problèmes d'une manière structurée, et une sensibilisation des médias.



Avant et après : La photo du haut montre la canalisation bouchée avant l'atelier; la photo du bas est celle de la canalisation un an plus tard. La pire des ordures a été enlevée, non la cause de l'engorgement, et l'eau stagnante reste. Photos : Laura Alfery et Kweku Kyere

En bref... du Brésil

Le 24 août 2012, le gouvernement du Brésil a entériné par voie législative (Ordonnance n° 1823) une nouvelle politique nationale sur la santé des travailleurs. En vertu de cette politique, *tous* les travailleurs doivent participer en tant que travailleurs au Régime unique de soins de santé (SUS), qu'ils soient du secteur formel ou informel, en zone rurale ou urbaine, employés du secteur public ou privé, entrepreneurs indépendants, travailleurs temporaires, membres de coopérative, apprentis, stagiaires, travailleurs domestiques, travailleurs retraités ou chômeurs. L'objectif de cette politique est de mettre en place les directives, principes et stratégies devant renforcer la surveillance de la santé des travailleurs par le biais du SUS. Pour télécharger la politique en portugais, cliquez ici : http://www.cerest.piracicaba.sp.gov.br/site/images/PORTARIA_N_1.823_-_Politica_Nacional_de_Saude_do_Trabalhador_e_da_Trabalhadora.pdf

... de l'Inde

Selon Pharmbiz.com, l'Association des femmes travailleuses indépendantes (SEWA) a envoyé au ministère de la Santé une délégation pour demander des mesures d'urgence visant à protéger la santé et la sécurité des travailleurs du secteur informel. Cette demande intervient après la controverse déclenchée en janvier 2012, à la sortie du Rapport du Groupe d'experts de haut niveau (HLEG) sur les soins de santé universels en Inde, rapport qui a recommandé l'augmentation des dépenses de l'Etat dans le domaine des soins de santé, le renforcement des systèmes de soins de santé primaires et l'intégration des services d'hygiène du travail aux soins de santé primaires. A sa sortie, le rapport a été très bien reçu par les experts internationaux de la santé publique. Cependant, selon un article paru dans *The Hindu* (8 août¹ 2012), la Commission nationale de planification de l'Inde est, à l'évidence, en train de s'éloigner des recommandations formulées dans le rapport, car elle se propose de renforcer les régimes d'assurance maladie existants tels que le système RSBY (voir Newsletter 5), et d'accroître la participation du secteur privé au système de santé. Ces faits nouveaux n'augurent rien de positif pour la santé au travail, vu qu'elle n'est certainement pas une priorité dans les régimes d'assurance-maladie ou pour les prestataires privés de soins de santé.

... de la Tanzanie

Vicky Kanyoka, de la Fédération internationale de l'Union (UITA) et du Réseau international des travailleurs domestiques (IDWN), rapporte que les questions afférentes aux SST ont pris une place prédominante dans les récents débats tripartites organisés en Tanzanie dans le cadre de la ratification de la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques. Plus particulièrement, ces questions ont suscité des discussions quant à la manière dont la Régie de la santé et de la sécurité au travail (OSHA) pourrait collaborer plus étroitement avec l'Inspection du travail. Il a également été convenu que l'OSHA ainsi que le CHODAWU (Syndicat des travailleurs de la conservation, de l'hôtellerie, du service domestique et branches connexes) et la CMA (Commission de médiation et d'arbitrage devraient conjointement établir un système de contrôle des abus en matière de SST à l'égard des travailleurs domestiques.

¹ <http://www.thehindu.com/health/article3742403.ece>

Événements à venir

A **Salvador**, au **Brésil**, Vilma Santana et ses collègues de l'Institut de la santé publique à l'Université fédérale de Bahia organiseront du 25 au 26 octobre 2012 un symposium national sur le thème « Les soins de santé primaires et la santé des travailleurs : possibilités et défis pour la sécurité et la santé des travailleurs du secteur informel ». Ce symposium a pour objectif de diffuser des connaissances et des expériences fructueuses relativement au Réseau brésilien de la sécurité et des soins de santé des travailleurs (RENAST), qui fait partie du SUS.

A **Durban**, en **Afrique du Sud**, un groupe d'experts (SST, santé publique, politiques urbaines et économiques), venus du monde entier, vont se réunir pour nous conseiller sur les stratégies propres à influencer et à réformer la santé et la sécurité au travail de même qu'à mieux intégrer au régime les travailleurs du secteur informel. Les réunions auront lieu du 27 au 29 novembre 2012, et nous en rendrons compte dans le prochain numéro de la Newsletter.

Liste d'abonnés : Notre liste d'abonnés a été établie à partir de nos contacts actuels au programme de protection sociale et d'autres programmes de WIEGO. Nous vous demandons de nous communiquer les coordonnées (noms et adresses électroniques) d'autres personnes qui aimeraient recevoir cette newsletter électronique ou le faire parvenir à des lecteurs intéressés en les invitant à cliquer sur le lien d'abonnement en haut de la première page.

Microsite de la SST, une ressource précieuse : Nous entendons développer le microsite de la SST, que vous trouvez sur notre site, à l'adresse www.wiego.org/ohs/, et espérons qu'il sera pour vous un vivier d'informations précieuses ainsi qu'aux à ceux et celles qui souhaitent étudier la SST des travailleurs du secteur informel. Faites-nous savoir ce que vous aimeriez y voir ! Envoyez-nous des références et d'autres ressources que vous connaissez !



A propos de WIEGO : Femmes dans l'Emploi Informel : mondialisation et organisation est un réseau mondial orienté recherche-politique-action en réseau et qui se mobilise pour améliorer le statut des travailleurs pauvres dans l'économie informelle, en particulier celui des femmes. WIEGO aide à créer et à renforcer des réseaux d'organisations de travailleurs du secteur informel, entreprend des analyses de politique, des recherches de statistiques et des analyses de données sur l'économie informelle; fournit des conseils stratégiques et convoque des dialogues politiques concernant l'économie informelle; et réunit des documents et diffuse les bonnes pratiques à l'appui de la main-d'œuvre informelle. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.wiego.org.